

"Et si l'on reparlait de l'Europe fédérale ?

25 mars 2022, Les Echos,
Eric Le Boucher

https://www.lesechos.fr/idees-debats/editos-analyses/et-si-lon-reparlait-de-leurope-federale-139608?fbclid=IwAR2XMGqR6NY4ANx2txhG1hX_jqXoSdgFPLEgCzBjn5nFoO29qRZymkTE-hM

1

Crise du Covid, pénuries d'approvisionnement et guerre en Ukraine obligent l'Union européenne à retrouver sa souveraineté industrielle. L'Ukraine en quatre semaines de guerre a dramatisé la situation : l'UE doit d'urgence bâtir un plan pour se passer du gaz russe et éviter que le coût de son énergie explose. Pour faire face à la situation, elle doit enfin repenser sa gouvernance.

Le nationalisme, condamné en 1940, avait repris des forces en Europe dans les années 1980 pour de multiples raisons : le chômage vu comme un résultat de la mondialisation, l'immigration déjà, la chute du Mur de Berlin qui avait fait disparaître l'ennemi commun qu'était le communisme soviétique. Le projet de départ de Jean Monnet d'une construction progressive, pas à pas, d'une Europe fédérale avait été progressivement abandonné après un dernier mouvement, il est vrai fondamental : la création en 1992 de l'euro.

En 1994, Jacques Delors a inventé le concept « d'une fédération d'Etats nations », une sorte d'entre-deux dans lequel nous vivons depuis. L'Union européenne n'est ni fédérale (une nation) ni confédérale (une coopération des nations) avec un Conseil représentant les Etats et un Parlement représentant les citoyens, tout en conservant, en plus, un exécutif central, de nature fédérale (la Commission). Une construction très baroque, avec des doublons entraînant souvent une indécision et toujours une lenteur.

Mitterrand disait « le nationalisme, c'est la guerre »

La guerre d'Ukraine, comme déjà l'émergence de la Chine et la pandémie de Covid, impose de tourner aujourd'hui cette page. D'abord parce que Vladimir Poutine donne raison à François Mitterrand lorsqu'il disait que « le nationalisme, c'est la guerre ». Ceux qui avaient renvoyé cet argument à l'histoire ancienne sont obligés de reconnaître qu'ils avaient tort. Le nationalisme voit son drapeau taché de sang. Les souverainistes qui croyaient avoir emporté la bataille idéologique ces dernières décennies devraient logiquement battre en retraite.



Comment Poutine peut faire advenir l'« Europe-Puissance »

Mais, surtout, la liste des besoins d'« actions communes » des Vingt-Sept s'allonge de mois en mois. Les ambitions de la Chine, économique, technologique, militaire, avaient réhabilité l'idée que l'Europe dispersée en coalition de nains, perdait toutes ses chances. Seule l'union fait la force. Puis, il y a eu la santé. La Commission a négocié avec les laboratoires et, malgré des ratés de départ, bien lui en a pris. L'Europe a évité que chaque pays membre entre en compétition avec les autres pour acquérir des doses de vaccin. La brutale coupure des chaînes d'approvisionnement de composants électroniques, parmi d'autres produits manquants, a souligné combien l'Europe avait perdu, sans qu'elle y prenne garde, sa maîtrise industrielle.

2

L'Europe a besoin de nouvelles structures de souveraineté

L'Ukraine en quatre semaines de guerre a dramatisé la situation : l'Europe doit d'urgence bâtir un plan pour se passer du gaz russe et, ce faisant, éviter que le coût de son énergie explose. Elle constate plus largement qu'elle n'a aucunement sécurisé son accès aux matières premières énergétiques mais aussi aux métaux et minerais. Elle doit aussi, en premier et vite, se donner une Défense pour exister dans un siècle qui voit revenir les conflits terroristes et géostratégiques. Elle doit encore, comme l'a dit Emmanuel Macron, corriger sa politique agricole pour assurer sa propre sécurité alimentaire mais aussi créer des stocks pour que des émeutes de la faim n'explorent pas à ses portes en Egypte ou en Afrique du Nord.

Tout cela impose de nouvelles structures de « souveraineté » qui vont s'ajouter aux autres et complexifier encore un système dont le moins qu'on puisse dire est qu'il est déjà trop complexe. Il faut reprendre la marche fédérale.

Il faut le faire avec pragmatisme, sans ouvrir la boîte de Pandore d'une réforme des institutions européennes qui serait motif à d'inévitables blocages.

Une Europe de « cercles » ou « à la carte »

Non sans renoncer à relancer la discussion mais l'urgence est d'avancer, sujet par sujet, avec les pays qui le veulent, ce qui force quand même à reparler d'Europe « à la carte » ou de « cercles » (un centre d'esprit fédéral et des périphéries confédérales).

Au passage, la France pourrait reprendre la proposition allemande de « noyau dur » faite en septembre 1994, par Karl Lamers et Wolfgang Schäuble, à laquelle l'anti-fédéral Jacques Chirac n'avait pas cru devoir répondre.

La forme doit rester souple parce que l'objectif n'est en rien politique, il est d'être concret et rapide.

Il n'empêche. Le virage nationaliste pris dans les années 1990 démontre, trente ans après, qu'il a conduit à l'impuissance européenne.

Le retour de la « souveraineté » nationale a débouché sur la dépendance de notre ensemble."

L'avenir de l'Europe et la leçon de M. Poutine

Fabio Masini (rédacteur en chef d'Euractiv Italie),
Euractiv Italie, 1er mars 2022
Traduit par Charles Szumski

<https://www.euractiv.fr/section/avenir-de-lue/opinion/the-future-of-europe-and-putins-lesson/>

4

Derrière chaque crise se cache une opportunité ; cela dépend de nous. La violente attaque de la Russie contre l'Ukraine met à nu toutes les contradictions d'un projet d'intégration européenne encore inachevé. Le moment est venu de renforcer la souveraineté européenne en matière d'énergie, de sécurité et de défense. D'aborder enfin la question d'un changement constitutionnel profond, qui créerait les conditions d'une véritable démocratie à plusieurs niveaux construite sur un modèle fédéral : le seul capable d'assurer un équilibre entre les identités locales, nationales et supranationales.

M. Poutine, avec cette attaque purement offensive contre un pays souverain, nous a rappelé que seule l'appartenance à une communauté continentale dotée d'une capacité économique, politique et militaire (au moins de dissuasion) similaire aux autres grandes puissances nous permet aujourd'hui de nous défendre de leurs humeurs instables. Que ce soit la Russie de M. Poutine aujourd'hui, ou l'Amérique de M. Trump hier. Et qui sait ce qui peut se passer demain. Une vraie communauté, qui n'a pas besoin de recourir en cas d'urgence à la consultation de 27 centres de pouvoir différents pour chercher une synthèse entre des intérêts différents seulement en apparence.

C'est précisément pour nous préparer à un avenir incertain qu'il est urgent que l'Europe prenne aujourd'hui les mesures qu'elle a refusé de prendre pendant des décennies. Déjà dans les années 50, l'Europe avait compris l'urgence de se doter d'une armée européenne unique et d'une politique unique en matière d'énergie, de grandes infrastructures de transport et de communication. Un projet abandonné. Laisse à l'abandon dans l'illusion que chaque pays pouvait continuer à défendre ses intérêts seul, sans vision stratégique commune.

Nous payons aujourd'hui les erreurs de cette grande illusion. Et de la torpeur qui a permis à l'Europe de se contenter d'un modèle d'intégration en constante construction, toujours dans l'incertitude de revenir à une structure confédérale-intergouvernementale ou d'aller vers des formes plus complètes de partage de la souveraineté, vers un modèle fédéral. Jusqu'à ce que, du moins nous osons l'espérer, nous nous réveillions ces jours-ci sous les coups

de l'artillerie russe sur Kiev, entrant dans notre intimité par le biais des médias sociaux et traditionnels.

Des coups qui auraient dû montrer l'urgence de renforcer la composante européenne de la souveraineté. Avec l'interconnexion immédiate des réseaux de stockage et de distribution d'énergie pour éviter de nouveaux chantages ; et une stratégie unifiée d'achat aux pays producteurs, pour renforcer notre position de négociation. Avec la création de champions européens dans des secteurs industriels stratégiques comme la cybersécurité, l'aérospatiale, la défense. Et une vision commune en matière de politique étrangère.

Ce sont les mêmes points sur lesquels le Groupe Spinelli au Parlement européen s'est exprimé dans un communiqué de presse le 26 février. Si l'Europe veut avoir un avenir, il est temps de montrer qu'elle a compris la leçon de M. Poutine. Et de procéder au renforcement de son action et de sa crédibilité au niveau mondial.

L'Ukraine et le saut fédéral européen

Emery Cloots, membre de l'UEF France
Michel Caillouët, ancien ambassadeur de l'UE à Bangkok et New Delhi et responsable
du Conseil scientifique de l'Union des Fédéralistes Européens – France (UEF France).
Euractiv France, 28 févr. 2022

<https://www.euractiv.fr/section/monde/opinion/lukraine-et-le-saut-federal-europeen/>

6

Avec l'arrivée assumée par Moscou des chars russes en Ukraine, l'Union et ses membres ne peuvent de toute évidence faire face aux défis pour assurer la sécurité et la paix en Europe. Avec un partenaire incertain de l'autre côté de l'Atlantique, le saut fédéral européen en matière de diplomatie et de défense est la condition pour pouvoir peser sur notre destin.

Si un pas a été franchi, la tension avec la Russie de Poutine est endémique, depuis notamment l'annexion de la Crimée et les sanctions européennes qui ont suivi. On se souvient par exemple, il y a un an, de l'humiliation infligée au haut représentant de l'UE pendant sa visite à Moscou, lors de laquelle des diplomates européens ont été expulsés.

Face à ces défis redoutables, l'UE est perçue comme étant incapable de défendre ses intérêts et la paix. Sans que cela soit toujours convenablement perçu, l'Union européenne tente pourtant d'assurer progressivement une meilleure cohérence de sa diplomatie. Mais cela reste une diplomatie intergouvernementale qui souffre cruellement de son manque d'autonomie face aux États membres, contrairement, justement, aux fédérations états-unienne et russe.

Le président russe poursuit à l'évidence son objectif de diviser pour mieux régner en Europe. C'est la raison pour laquelle il a adressé début février à chacun des 27 États membres des courriers avec des contenus différents pour chacun. Au-delà de la volonté d'interdire une réponse au niveau européen, le message du pouvoir russe consistait à montrer que l'UE ne dispose pas de légitimité en la matière.

Ces efforts de division sont tombés à plat. Une seule lettre de réponse, signée par le haut représentant de l'Union Josep Borrell, et coordonnée avec l'ensemble des partenaires européens, est parvenue le 10 février au chef de la diplomatie russe.

La formulation et la mise en œuvre d'une véritable politique extérieure pour l'UE n'ont jamais été jusqu'ici une évidence. Nos États membres ont des histoires et des intérêts différents, et ont connu dans le passé des échecs flagrants. Il suffit de se remémorer la paralysie lors des opérations américaines en Irak en 2002, les lacunes européennes lors des conflits dans



les Balkans dans les années 90, ou plus récemment, en Afrique dans la lutte contre le terrorisme.

Depuis quelques décennies, le « soft power » européen avait toutefois montré une certaine efficacité, en Amérique latine, dans certains pays d'Asie, en Afrique du sud, pour la démocratisation et la résolution des conflits. Mais cela est sans doute resté trop marginal, et l'UE est aujourd'hui contrainte de changer de paradigme en matière de diplomatie et de défense. Que ce soit localement sous la coordination des ambassades de l'UE et des Etats membres, ou dans les réunions quasi journalières du comité politique et de sécurité, l'information circule, les prises de position communes s'affinent, et la confiance mutuelle s'accroît. Les rapports et les renseignements sont mutualisés, et cela facilite la définition de stratégies et d'actions beaucoup mieux coordonnées.

Depuis le traité de Maastricht, et surtout le Traité de Lisbonne, la diplomatie européenne gagne progressivement en maturité. De plus en plus, elle incarne la nécessité pour les européens de parler le même langage, celui de nos valeurs. « *Nous nous sommes rencontrés, nous avons parlé européen* », remarquait Briand, après la rencontre de Locarno avec son homologue allemand Stresemann, devant l'Assemblée nationale en 1926.

Des outils de meilleure coordination ont été mis en place, facilitant l'émergence du langage commun cher à Briand. Il s'agit de la création d'un service européen pour l'action extérieure avec 136 ambassades de l'UE dans le monde, d'un haut représentant assurant la liaison entre la Commission et le Conseil, ou des dialogues permanents et comités politiques en matière de politique étrangère et de défense.

Mais dans le système intergouvernemental actuel, la représentation extérieure de l'UE reste morcelée et fragile. Le président du Conseil, la présidence tournante, le haut représentant, les 27 États membres, ont tous la possibilité de s'exprimer et prendre position. Le défi est d'éviter la cacophonie qui affaiblit l'Union et donc ses membres. Il est ainsi impératif qu'ils parlent, face aux interlocuteurs menaçants ou aux alliés, le même langage.

Le président Macron, le chancelier Scholtz et d'autres ont essayé de faire preuve de cohérence et d'ambition européennes. L'importance des défis permet certainement de mieux souder les États membres, dans une Union plus à même de garantir la souveraineté que chaque pays individuellement. Mais la méthode intergouvernementale a encore une fois montré ses limites. Elle aura été insuffisante pour dissuader Moscou de violer à nouveau l'intégrité territoriale d'un pays souverain, en contradiction totale avec la Charte des Nations Unies dont l'URSS était pourtant un membre fondateur.

La possibilité d'un conflit majeur à ses portes conduit l'Union à s'affirmer peu à peu comme un acteur diplomatique à part entière. C'est encourageant mais



totalelement insuffisant dans la situation extrême de tensions actuelles, et de graves risques à venir pour la paix et la sécurité en Europe. Par ailleurs, à tout instant, l'Union peut être soumise au chantage d'un État membre influencé par des acteurs externes ou des intérêts particuliers.

Les vents d'Est nous obligent à accélérer la création d'une véritable politique extérieure, commune et donc efficace, légitime et donc acceptée par les citoyens et les États membres. C'est tout l'objet d'un saut fédéral pour l'Europe en matière de diplomatie et de défense. Cela impliquera nécessairement de lever la règle de l'unanimité des États membres et de confier ces responsabilités au Parlement représentant les européens et les européennes. Un véritable changement systémique sur la nature même de l'Union européenne, indispensable pour pouvoir peser face aux fédérations russe et états-unienne.

Si les États membres veulent assurer leur liberté d'action, la paix et la sécurité de leurs concitoyens en respectant les valeurs démocratiques européennes, la question fédérale s'imposera à eux. Tôt ou tard. N'attendons pas qu'il soit trop tard.



Les planètes enfin alignées ?

Guerre d'Ukraine : L'Europe face à un moment fédéral, la France face à la possibilité d'un leadership ?

Atlantico, 10 mars 2022

<https://atlantico.fr/article/decryptage/guerre-d-ukraine-l-europe-face-a-un-moment-federal-la-france-face-a-la-possibilite-d-un-leadership>

Extraits

9

Selon un sondage de l'European Council on Foreign Relations, une majorité d'européens considèrent qu'une coopération européenne est nécessaire pour garantir la sécurité à leurs frontières et faire face aux futures pandémies. Suite à la guerre en Ukraine, c'est vers la France que l'attente des Européens est la plus forte

Atlantico : Selon les informations de nombreux médias, dont Bloomberg, Emmanuel Macron serait actuellement en train de pousser en faveur d'un plan de résilience communautaire face à la crise en Ukraine. Ressurgit une question récurrente : Est-ce le moment hamiltonien de l'Europe poussé par la France ?

Yves Bertoncini : Entre les attentats terroristes, la crise du Covid et maintenant la guerre en Ukraine, les Européens ont pris conscience qu'ils devaient s'unir davantage. Lors de la crise du Covid justement, il y a eu un événement précurseur à ce que nous connaissons aujourd'hui : le fameux plan de relance financé par un emprunt commun. Ce n'était pas un moment hamiltonien à mes yeux car il n'a pas de caractère définitif.

Le plan de résilience est bienvenu et peut à nouveau fonctionner comme un plan fédérateur. Selon moi, c'est davantage un mouvement macronien qu'hamiltonien. [...] Si ce plan crée un nouveau précédent, si ce type de financement conjoncturel devient presque coutumier, il n'est pas permanent et n'est donc pas l'expression d'un moment hamiltonien.

[...]

Jean Petaux : Rappelons que le « moment hamiltonien » est une référence au secrétaire au Trésor américain, Alexander Hamilton, qui accepta en 1790 que



le tout jeune Etat fédéral reprenne les dettes contractées par les Etats fédérés lors de la guerre d'Indépendance contre le colonisateur anglais. Pour l'Europe il s'agirait donc de mutualiser les dettes contractées par certains Etats-membres, dont, bien entendu, la France. Ce « moment hamiltonien » n'est pas vraiment nouveau dans les intentions. La proposition des Eurobonds (obligations européennes) en 2009-2010 formulée conjointement par J.L. Juncker et M. Tremonti participaient d'une même démarche. [...]

Une enquête du European Council on Foreign Relations (ECFR), un think tank pro-européen, témoigne du fait que sur la sécurité et sur la défense, sur la gestion d'une future pandémie et dans une moindre mesure sur la question des conditions de vies, les états membres ont besoin de l'aide de l'UE. Est-ce que l'on peut interpréter ça comme une volonté européenne de plus d'Europe, voire d'une forme de fédéralisme de la part des européens ? La guerre en Ukraine pourrait-elle être le moment où l'UE avance véritablement vers plus de fédéralisme si l'on en croit ce sondage ?

Yves Bertoncini : Lorsqu'on assiste à des moments fédérateurs comme celui qu'on observe actuellement, il y a toujours une poussée du fédéralisme. La crise actuelle montre cependant aux Européens que l'OTAN est indispensable.

En matière de défense, François Hollande avait déjà fait adopter un fonds européen pour la R&D. Maintenant que l'Europe a réellement besoin d'une impulsion forte pour garantir sa défense, on va voir si elle va se doter d'outils nouveaux. On peut remarquer, à travers la crise actuelle, que l'Europe a su se mobiliser d'une manière inédite pour venir en aide à l'Ukraine et pour sanctionner la Russie. On arrive donc à un moment très important dans l'histoire de la construction européenne.

Jean Petaux : L'enquête à laquelle vous faites référence est vraiment très intéressante et mérite d'être lue attentivement. Il convient néanmoins de ne pas en tirer des conclusions trop « fédéralistes » ou « institutionnelles ». Dans les 12 Etats où le think tank ECFR a fait conduire des enquêtes d'opinion sur la question de la souveraineté européenne (on parlait jadis de « supra-nationalité ») on mesure de vraies différences de réactions même si, dans les 12 Etats, la réponse : « Mon pays a besoin de l'UE » pour traiter tel ou tel problème », arrive en numéro 1 des réponses pour la « sécurité des frontières de mon pays » et la « lutte contre la pandémie », mais pas pour « l'amélioration des conditions de vie des citoyens ». Par ailleurs il faut distinguer un « désir d'Europe forte et résiliente » et « des institutions européennes renforcées ». C'est le paradoxe de la plupart des sociétés européennes dont on a interrogé des panels représentatifs : « Oui à un bouclier européen protecteur » (contre l'impérialisme russe, contre la tendance commerciale hégémonique de la Chine, même contre les Etats-Unis

qui « n'en font qu'à leur tête ») mais « Non à une Europe qui s'arrogerait trop de pouvoirs et viendrait décider à la place des institutions de mon pays ». Le paradoxe est d'ailleurs tel que même lorsque le degré de confiance est très médiocre envers les institutions nationales [...] les Européens ne sont pas pour autant désireux de plus de « souveraineté » européenne. [...]

Il est donc prématuré et sans doute excessif de parler d'une demande vers plus de « fédéralisme » qui transformerait véritablement l'UE en « Etats-Unis d'Europe » face à un ou des voisins agressifs et menaçants. En l'état actuel des risques de conflit généralisé, la probabilité demeurant encore faible, il n'y a pas (encore ?) de demande forte vers une Europe fédérale. Pour autant on mesure combien les peuples européens, à l'intérieur-même de l'Union, se disent soucieux d'unir leurs forces et de se placer sous le « parapluie » collectif d'une Europe unie. Jusqu'à reconnaître, majoritairement, que l'UE est fondée à prendre des sanctions contre un Etat-membre corrompu ou ne respectant pas les principes fondateurs de l'Union, par exemple en matière d'indépendance de la Justice. Il aurait été intéressant d'avoir ici le détail des réponses par Etat pour savoir ce qu'ont répondu, à ces questions, les Polonais et les Hongrois [...]. [...]